Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°144
26 juin 2022
p.a.f. 0,80 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Le capitalisme s'enfonce dans la crise, travailleurs, défendons nos intérêts nous-mêmes !

Lundi 20 juin, entre 70 000 et 80 000 travailleurs ont manifesté à Bruxelles contre la vie chère. Au cours des semaines précédentes, ils étaient des milliers en grève ou en manifestation en Angleterre, en Allemagne, en Équateur, en Corée du Sud, au Kenya, en Iran…

Partout dans le monde, les hausses de prix rendent la vie des travailleurs impossible, car les salaires sont insuffisants. Dans les pays pauvres qui importent leur nourriture, c'est la famine qui menace les populations.

La hausse des prix est avant tout provoquée par les capitalistes qui spéculent sur les marchés de l'énergie et des denrées alimentaires pour réaliser des profits gigantesques. Exxon par exemple, le premier groupe pétrolier mondial, a réalisé 23 milliards de dollars de profit cette année.

C'est toute l'économie mondiale qui est impactée par ce racket et ce sont les travailleurs qui en supportent les conséquences. La plupart des patrons peuvent protéger leurs profits en répercutant la hausse des coûts de production sur le prix des marchandises. Et en même temps, ils font pression contre l'augmentation des salaires quand ils ne les réduisent pas.

Les travailleurs n'ont pas à accepter d'être sacrifiés pour que les profits soient garantis ! Leur travail est la seule source des richesses produites par l'économie capitaliste. Ils portent sur leurs épaules le fonctionnement de toute la société. C'est à eux que le patronat, les actionnaires, les ministres et tant d'autres doivent leur existence et leur confort. Ce sont les travailleurs qui ont produit les 1 470 milliards de dollars de dividendes que les actionnaires des plus grandes entreprises du monde ont reçus cette année !

Cela fait trop longtemps que les travailleurs supportent la vie de ces parasites. Rien ne justifie d'accepter une nouvelle ponction au détriment des salaires, des pensions et des allocations ! Il n'y a aucune raison d'accepter d'aller vers la misère !



Alors il est nécessaire d'augmenter les salaires et les pensions en prenant sur les profits !

Mais le patronat ne reculera pas de lui-même. Les hausses de salaires, il faudra les lui imposer. Prétendre qu'il suffirait en Belgique de changer une loi pour négocier avec le patronat les hausses de salaire dont ont besoin les travailleurs, c'est ne rien comprendre à la lutte des classes, ou bien mentir aux travailleurs. C'est pourtant ce que sous-entendent aujourd'hui les directions syndicales, auxquelles fait écho le PTB. Pourtant toute l'expérience du mouvement ouvrier démontre que pour augmenter les salaires, c'est avant tout une question de rapport de force, de grèves et de manifestations.

Pour construire ce rapport de force, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Et ceux déjà déterminés à la lutte doivent convaincre ceux qui hésitent encore.

Pour ces futures luttes, les travailleurs ont besoin de mots d'ordre clairs : imposer des augmentations de salaire et de pensions en prenant sur les profits et partager le travail entre tous les travailleurs et chômeurs.

Quant aux patrons qui diront qu'ils n'y arrivent pas, qu'on rende publique leur comptabilité pour vérifier d'où vient et où va l'argent.

Se préparer à se défendre et s'unir pour imposer la hausse des salaires, des pensions, et le partage du travail est d'autant plus urgent que le capitalisme s'enfonce dans la crise et que de nouvelles attaques se préparent contre les travailleurs.

Il y a les banques centrales qui sont en train d'augmenter les taux d'intérêt et prennent le risque de provoquer une nouvelle récession et des faillites à la clé.

Et puis tous les gouvernements augmentent leurs budgets militaires. C'est ce qui se passait à la veille de la Première Guerre mondiale, quand les bourgeoisies se préparaient à faire la guerre avec la peau des travailleurs. En Belgique, le gouvernement a déjà mis sur pied une option à l'école secondaire pour apprendre aux jeunes à devenir militaire dès 16 ans.

Et les travailleurs font aussi face à leurs ennemis d'extrême droite. Ces militants anti-ouvriers qui ont toujours été au service des patrons, ont profité en France de la campagne présidentielle de Le Pen et de Zemmour. Ce sont les mêmes qui, aux États-Unis, font la chasse aux migrants venus d'Amérique latine.

Les travailleurs ont tout intérêt à se préparer à se défendre avant que la situation ne devienne catastrophique. Le capitalisme s'enfonce dans la crise et emmène l'humanité vers la barbarie. Il n'y a que les travailleurs qui peuvent l'en empêcher en s'unissant par-delà toutes les frontières pour lutter jusqu'à se saisir du pouvoir, renverser le capitalisme moribond et le remplacer par une société nouvelle, débarrassée de l'exploitation.

Quelle suite à la manifestation du 20 juin pour les salaires ?

Travailleurs flamands et francophones, de PME comme de grandes entreprises, du privé et de la fonction publique : entre 70 et 80 000 manifestants sont venus à Bruxelles le 20 juin pour la défense de leurs salaires menacés par l'inflation. Beaucoup ont surmonté leur aversion pour « les promenades syndicales » entre la Gare du Nord et celle du Midi, dont se moquent bien les patrons et les gouvernements. Parmi les manifestants, le sentiment est que, même si une manifestation ne suffit pas pour obtenir les augmentations de salaires nécessaires, il faut malgré tout commencer à exprimer sa colère.

Les discours syndicaux l'ont rappelé : malgré la pandémie, malgré l'envolée des prix de l'énergie, les profits des entreprises belges atteignent le sommet historique de 30 milliards d'euros bruts par trimestre ! Oui, il y a de l'argent pour des augmentations des salaires et pensions, mais pour le moment il est distribué aux actionnaires !

Pour imposer au patronat de renoncer à une partie de ces profits pour le consacrer aux salaires et pensions, il faudra des luttes puissantes entraînant des centaines de milliers, voire des millions de grévistes et de manifestants.

A propos des mots d'ordre syndicaux

Les dirigeants syndicaux affirment que la solution passe par une « modification de la loi de 1996 » qui permet au gouvernement de fixer légalement un maximum aux augmentations salariales, souvent moins de 1%.

Une pétition, signée par 87 500 personnes, permettra aux dirigeants syndicaux d'être reçus à ce sujet par le parlement fin juin. Ils menacent « *d'un été indien s'ils ne sont pas entendus* ». C'est-à-dire ? Aucune suite à la manifestation n'a été annoncée…

En même temps, les dirigeants syndicaux adressent aux patrons et au gouvernement le message qu'il n'y a pas besoin de loi pour modérer les augmentations de salaires, et qu'ils sont des gens raisonnables qui ne mettront pas les entreprises en difficulté. Les dirigeants syndicaux sont prêts à se contenter de négociations sectorielles ou par entreprises seulement là où les patrons eux-mêmes reconnaissent faire des bénéfices importants.

Le secteur de la chimie ou des banques fait des bénéfices historiques ? Mais les travailleurs sous-traitants, qui assurent l'entretien et le nettoyage des installations, n'auraient pas droit à des augmentations parce qu'ils travaillent sous une autre commission paritaire ? Ils contribuent pourtant eux aussi aux bénéfices de l'entreprise ! Et l'enseignante qui forme les futurs travailleurs ? Et l'aide-soignante, l'infirmière qui les soignent ?

Discriminer les travailleurs selon le poste occupé, le contrat, la fonction cela n'a pas de sens, tous les travailleurs participent à la réalisation des profits ! Pour être forts, les travailleurs ont besoin de s'unir au-delà des différences. C'est pour cela qu'il faut des mots d'ordre qui intéressent tous les travailleurs : tous les salaires, les pensions et les allocations doivent être augmentés et être alignés sur les augmentations des prix !

Il faut un vaste mouvement pour les salaires !



Même lorsqu'ils en ont la possibilité légale, comme avec les primes Covid ou celles des CCT 90, les patrons se gardent bien de distribuer

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

autre chose que des cacahuètes aux travailleurs. Pire, ils ont la loi de leur côté, lorsque par exemple, la multinationale Aisin recrute des dizaines d'intérimaires payés 11€ bruts de l'heure sous le prétexte que ces recrutements sont liés à une commande !

Ce ne sont pas les lois qui empêchent les patrons d'augmenter les salaires mais la pression des actionnaires et des banques. Pour exercer une contre pression, plus forte, les travailleurs devront s'unir au-delà des différences de secteurs ou des contrats de travail en réclamant des augmentations générales des salaires pour tous !

Tours d'illusionnistes autour de la TVA et des accises

Pendant que les parlementaires débattaient de la baisse des accises et de la TVA sur l'énergie et les carburants, les profits des capitalistes du secteur battaient tous les records. TotalEnergies : 13,2 milliards d'euros de bénéfices en 2021 ! Engie : 3,5 milliards d'euros de bénéfices pour le 1er trimestre 2022 ! Le gouvernement De Croo a finalement consenti à des baisses provisoires des taxes et accises mais, après un hiver payé au prix fort par les familles populaires, et juste à temps pour retarder une indexation des salaires et des pensions.

Et en 2023, on recommence ? Non, les diversions et les manipulations des politiciens ne doivent pas détourner les travailleurs de l'objectif d'une augmentation des salaires payée par les capitalistes.

Engie pollueur-payeur ? Le compte n'y est pas !

La commission énergie du parlement belge a adopté un projet de loi qui devrait forcer Engie à garder 14,4 milliards de réserve pour financer le démantèlement des réacteurs de ses centrales et la gestion des déchets nucléaires.

La ministre fédérale de l'énergie, l'écolo Tina Van Der Straeten a déclaré à cette occasion que "selon le principe du pollueur-payeur, c'est à l'exploitant nucléaire, Engie Electrabel, d'assumer ces coûts et c'est ce que nous inscrivons noir sur blanc dans la loi".

Sauf que les coûts des travaux de démantèlement des centrales nucléaires s'élèveraient à 41 milliards, trois fois plus que les réserves demandées. La multinationale Engie qui a réalisé plus de 600 milliards de chiffre d'affaires ces dix dernières années pourrait donc laisser payer les deux tiers de la note aux contribuables…

Même avec une ministre, les écolos ne font pas le poids face aux capitalistes !

Amendement Ferrari



Dans le cadre du pacte vert, le parlement européen a voté ce 8 juin que toute voiture neuve vendue au sein de l'Union européenne devra être zéro émission en 2035… toutes ? Non ! Les voitures de sports de luxe comme les Ferrari, Lamborghini ou Bugatti (groupe VW) ont obtenu un délai supplémentaire pour continuer de polluer grâce un amendement dit « Ferrari » proposé par le groupe parlementaire européen auquel appartient la NVA.

On voit bien au service de qui sont les parlementaires européens : de ceux qui s'achètent des voitures à 1 ou 2 millions d'euros, soit cinquante à cent années du revenu net moyen belge…

Cela montre que la grande bourgeoisie cynique garde à tout prix ses privilèges et que pour lutter contre le réchauffement climatique, ce ne sera qu'aux travailleurs que les gouvernements demanderont les sacrifices. Mais un jour, quand les travailleurs n'en pourront plus de payer l'addition, ce sera pour ces parasites privilégiés que cela va chauffer !

Crise et inflations, ils n'ont pas de solution

Voilà quelques mois que la banque centrale des USA a décidé d'augmenter les taux d'intérêts. Et dès juillet, la banque centrale européenne fera de même pour « combattre » l'inflation galopante.

Mais d'autres institutions capitalistes comme la Banque mondiale considèrent que la hausse des taux d'intérêt risque au contraire d'aggraver la crise.

Oui, le capitalisme en crise n'a pas de solution pour en sortir. Laisser les taux très bas, c'est aggraver l'inflation, les augmenter c'est mettre des entreprises endettées en faillite, et c'est augmenter la dette d'États déjà surendettés comme l'Italie et de nombreux pays du tiers monde…

Dans cette économie chaque capitaliste essaye de tirer le maximum de profit, même si ça mène au chaos, et les États n'y peuvent rien !

Mettre fin au capitalisme pour mettre fin aux crises économiques

Si les prix sont élevés c'est parce que les grands capitalistes ont augmenté leurs prix à un rythme effréné durant la pandémie et encore plus depuis la guerre en Ukraine.

La hausse des taux d'intérêts va avoir des conséquences catastrophiques pour les travailleurs et les travailleuses.

Il sera désormais plus cher d'emprunter, mais aussi de rembourser ses dettes. Des entreprises endettées auprès des banques mettront la clé sous la porte. Hausse du chômage et appauvrissement des classes populaires, voilà les effets

aussi bien de l'inflation que de la hausse des taux d'intérêts.

La seule solution pour éviter que la crise entraîne l'humanité dans un chaos encore plus grand, c'est que les travailleurs prennent le pouvoir par une révolution, et fassent tourner le monde pour les intérêts de toute la population.

L'abattage rituel... pour étourdir l'opinion

Au parlement bruxellois, la proposition de loi sur l'étourdissement des animaux avant leur abattage a été rejetée, contrairement à la Flandre et la Wallonie où cette disposition a été votée en 2019.

La plupart de ceux qui proposent de telles lois se moquent du bien-être animal, sinon ils proposeraient d'interdire certains élevages et transports de masse particulièrement violents pour les animaux.

Il ne faut pas tomber dans le piège, ce qu'ils veulent c'est stigmatiser les populations de religion musulmane, pour diviser la population.

Les relents nauséabonds des lois sur l'abattage rituel

Partout la question de l'abattage rituel a des relents xénophobes.

En Suisse, la loi sur l'interdiction de l'abattage rituel est votée à la fin du 19ème siècle. En 1929, une loi similaire est votée en Norvège. À l'époque, c'est la communauté juive qui est visée. Dans tous les pays occupés par le 3ème Reich lors de la seconde guerre mondiale, cela fera partie de la batterie de mesures contre la communauté juive.

En Belgique, l'interdiction de l'abattage rituel est la première mesure édictée le 23 octobre 1940 suivie de nombreuses mesures visant à isoler les Juifs.

Aujourd'hui ce sont les populations de religion musulmane qui sont visées. En 1995, 2004 et 2010, les propositions de loi ont été portées par le parti d'extrême droite Vlaams Belang et Jean-Marie De Decker alors au VLD avant d'être reprises par d'autres partis.

Mouvements de grève dans les compagnies aériennes

La période du 23 au 26 juin a été l'occasion de plusieurs grèves dans le secteur aérien en Europe.

Chez Brussels Airlines à Zaventem, Transavia en France, Ryanair en France, en Espagne, au Portugal et en Italie, des mouvements de grèves entraînent le personnel de bord et les pilotes pour dénoncer la surcharge de travail et les salaires insuffisants.

De nombreuses compagnies ont licencié du personnel durant la pandémie pour préserver leurs bénéfices. Aujourd'hui, face à la reprise du secteur aérien, les compagnies tentent de résoudre la pénurie de personnel en allongeant les horaires de travail.

Cela concerne toutes les catégories, des pilotes jusqu'aux bagagistes et aux agents de sécurité. Les raisons d'une extension de ces grèves à tous les travailleurs du secteur aérien existent et donneraient à ces luttes un poids bien plus important face aux patrons.

Ryanair Charleroi : des travailleurs debout !



Vendredi 24 juin, les travailleurs de Ryanair de l'aéroport de Charleroi ont lancé une grève de 3 jours. C'est la deuxième en 2 mois, et sans doute pas la dernière ! D'autant que cette fois-ci, le personnel de cabine a réussi à entraîner les pilotes.

La direction avait profité de la pandémie pour se livrer à un chantage à l'emploi et obtenir une baisse « temporaire » de 20% du salaire des pilotes.

Aujourd'hui, le patron de la compagnie peut annoncer aux actionnaires un milliard d'euros de bénéfice. Mais les salaires des pilotes, eux, n'ont été augmentés que de 6%, c'est-à-dire le minimum obligatoire avec l'indexation. En plus de ça, les travailleurs continuent de n'être payés que pendant les heures de vol où ils travaillent, et pas pendant le temps d'attente ou les vols retours. Il n'est donc pas rare d'être payé 3h après une journée passée 12h en uniforme...

Ces travailleurs sont fiers d'avoir relevé la tête. La grève est aussi l'occasion de se réunir et de discuter. Certains se disent prêts à recommencer une grève de 3 jours la semaine prochaine, d'autres estiment qu'il faut faire grève tous les jours si nécessaire.

Ce qui est sûr, c'est que leur lutte est regardée attentivement par les patrons et par les travailleurs des autres aéroports et des autres compagnies.

Grève des soignants à Liège

Comme ailleurs, le personnel des hôpitaux y est en sous-effectif.

Cette situation rend les conditions de travail insupportables et met en danger les patients.

Les travailleurs du bloc opératoire du CHC Montlégia ont donc décidé de se mettre en grève pour une journée jeudi 23 juin, seul moyen de se faire entendre après des années de négociations infructueuses.

Non à la privatisation du service gardiennage au CHU Saint-Pierre

Voilà presque 2 mois que la direction du CHU Saint-Pierre à Bruxelles, un hôpital public, a annoncé sa décision de privatiser le service de

gardiennage. Suivant de près une négociation d'un an sur les horaires entre la direction et les délégués syndicaux, cette annonce de privatisation ne rime à rien de bon pour l'équipe de gardiennage qui a bien raison de s'y opposer !

Pétition, actions, occupation du bureau du directeur, grève de 48h, manifestations et référendum dans l'hôpital ont permis de montrer que presque la totalité du personnel s'oppose à cette décision de privatisation.

À juste titre ! Car sous-traiter au privé des activités de l'hôpital permettra peut-être à la direction de réduire ses dépenses, mais cela se fera au détriment des gardiens.

Il est bien connu que les entreprises de gardiennage surexploitent et sous-payent le personnel pour faire le maximum de profits.

SNCB

Un mort et un blessé pour l'austérité et le profit

Dans la nuit du 14 au 15 juin, un ouvrier occupé sur les rails à Wetteren a été tué par un train, et son collègue grièvement blessé.

Alors que la ligne devait être mise hors service à 0h40 après le passage du dernier train, ils avaient commencé le travail peu après minuit.

Les deux ouvriers de nationalité bulgare travaillaient pour un sous-traitant d'un sous-traitant de la filiale TUC Rail d'Infrabel. Est-ce qu'on leur a dit de commencer plus tôt, alors que cela représentait un risque ? Est-ce qu'ils n'avaient pas compris les consignes de sécurité ?



En tout cas, les économies sur le service public, la privatisation par morceaux et la recherche de rentabilité sont passées avant la sécurité et ont tué. Une fois de plus !

Toujours plus avec toujours moins ?

Le nouveau contrat de gestion de la SNCB prévoit une augmentation de 10% de l'offre des trains… avec moins de matériel roulant et 2 000 cheminots de moins d'ici 2032.

Déjà aujourd'hui, des trains sont supprimés par manque de personnel de bord, les travaux sur l'infrastructure sont sous-traités dans des conditions des plus dangereuses. Et dans les ateliers, la direction a désorganisé le travail et imposé des prestations de nuit à des cheminots au bord du burn-out.

Ensemble, les cheminots ont accumulé des centaines de milliers d'heures de congé qu'ils n'arrivent pas à prendre.

Il faudra ne pas se laisser happer par le train de la rentabilité !

Regarde : une vache à lait sur les rails !



On prend un train et on ne pense à rien de mal. Mais il y a deux semaines, on apprenait dans la presse qu'un certain nombre de trains de la SNCB sont détenus depuis les années 90 par un « trust », une société anonyme qui a son siège dans le Delaware, un paradis fiscal aux Etats-Unis.

Pour obtenir des liquidités, la SNCB comme aussi beaucoup de communes et autres organismes publics, a eu recours à ce système de « sales and lease back » où les biens comme des trains sont vendus contre une somme dont une grande partie sert à payer un « loyer » pendant de nombreuses années pour pouvoir les utiliser. Ces contrats de la SNCB courent jusque dans les années 2030.

Qui sait qui sont les propriétaires du « trust » ? Qui connaît le montant payé à la SNCB et celui du loyer que la SNCB paye à ce trust ?

Ce qui est sûr c'est que cela rapporte aux « investisseurs » anonymes, des parasites qui infestent des trains, communes et hôpitaux pour s'engraisser sans risque sur les services publics sous-financés.

Ford : ils mentent comme ils respirent

Les travailleurs du site de production Ford à Sarrelouis, en Allemagne, viennent d'apprendre que la direction du groupe a choisi le site de Valence en Espagne pour la production d'un nouveau modèle électrique. Les 4 600 travailleurs du site et les milliers de sous-traitants se demandent ce qu'ils vont devenir.

Les syndicats avaient pourtant accepté la suppression de 2 500 postes pour être « plus rentables » que le site de Valence. Aux travailleurs, les syndicats avaient dit que les importantes aides à la mobilité électrique que le gouvernement allemand est prêt à distribuer à l'industrie de l'automobile ferait pencher la balance en faveur de Sarrelouis…

On ne peut faire confiance ni aux patrons… ni aux dirigeants syndicaux qui croient les patrons !

L'impasse de la concurrence entre les travailleurs

Cela fait des années que les grands groupes d'automobile mettent ainsi artificiellement les sites en concurrence.

Et les sacrifices ne mènent qu'à toujours plus d'exigences de la part des actionnaires : le CEO de Ford annonce d'ailleurs des restructurations importantes à Valence également.

La seule perspective qui vaille pour les travailleurs est de s'unir pour lutter ensemble contre les actionnaires qui s'engraissent sur leur dos !

Au Royaume-Uni, la plus grande grève des chemins de fer depuis 30 ans

Les travailleurs affiliés au syndicat des travailleurs du rail, maritimes et des transports ont débuté une action mardi 21 juin dans 13 des 22 sociétés ferroviaires du pays.

Ils demandent des augmentations de salaire alors que leurs revenus ont baissé de 12% à cause de l'inflation ! Ils s'opposent aussi aux 2 900 licenciements prévus dans les métiers de la maintenance qui vont diminuer la sécurité des chemins fer.

Car même dans les sociétés qui ont été nationalisées, le gouvernement veut licencier des travailleurs et augmenter les horaires et les cadences de ceux qui restent.

Le gouvernement conservateur propose de nouvelles lois pour briser les grèves en imposant des amendes gigantesques aux syndicats qui lanceraient des grèves soi-disant « illégales » et en introduisant des briseurs de grève par le biais d'agences d'intérim.

Le chef des travaillistes, Keir Starmer demande quant à lui, sans honte, d'arrêter les grèves ! Il va jusqu'à menacer de sanctions les parlementaires travaillistes qui assisteront aux piquets de grève.

Les travailleurs ne peuvent vraiment compter que sur eux-mêmes.

Allemagne : les dockers en grève

Le jeudi 22 juin marquait le deuxième jour de grève d'avertissement dans plusieurs ports allemands, dont Hambourg, la première grève ayant eu lieu le 9 juin.

L'échec du 4ème cycle de négociations salariales avec les patrons a poussé le syndicat Verdi à appeler à une grève de 24 heures. Des milliers de travailleurs ont répondu présents, avec aussi près de 4 000 manifestants à Hamboug.

Déjà, avant la grève, près de 150 000 containers en retard attendaient à Hambourg, une situation due aux dérèglement du trafic maritime suite à la pandémie et aux sous-effectifs.

Face à la charge de travail qui explose… tout comme le coût de la vie avec une inflation proche de 8%, de plus en plus de travailleurs des ports ne peuvent plus envisager d'éponger le chaos du système capitaliste au détriment de leurs propres intérêts.

Corée du Sud: l'armée remplace les travailleurs en grève

En Corée du Sud, 6 600 chauffeurs de camion, syndiqués et non syndiqués, se sont mobilisés pour mener une grève acharnée pendant huit jours, du 7 au 14 juin.



Un tarif officiel garanti pour le fret routier mis en place en 2020 arrivera à expiration en décembre 2022. Les chauffeurs poids lourds ayant un statut d'auto-entrepreneurs, la fin du tarif garanti signifierait la fin du salaire minimum pour les 420 000 chauffeurs du pays ! Alors le prix du fret fixé par les patrons des entreprises pourrait s'effondrer..

Le gouvernement a fait arrêter une vingtaine de grévistes lors du blocage d'une usine de production de boissons alcoolisées, et le ministère des transports a réquisitionné l'armée pour aider les patrons à continuer de produire en les débarrassant de conteneurs stockés dans les usines.

Finalement, au bout de 8 jours de grève, les grévistes ont gagné et obtenu la prolongation du tarif garanti du fret.

USA : les droits des femmes attaqués



La cour suprême des États-Unis est revenue sur l'arrêt qui imposait la liberté de l'avortement dans tout le pays, ce qui laisse la porte ouverte pour les États de l'interdire. 7 ont déjà commencé et au moins 5 autres pourraient suivre dans les prochains jours. Il s'agit là d'un recul énorme, qui touchera particulièrement les femmes les plus pauvres qui ne peuvent se payer le voyage jusqu'à un autre État qui accepte les avortements.

Cette décision a évidemment déclenché la protestation de milliers de femmes qui sont sorties dans la rues, manifestant leur colère face au mépris des conservateurs au pouvoir qui préfèrent les laisser avorter illégalement, ce qui augmente considérablement les risques d'une telle opération.

C'est la lutte qui avait imposé ce droit en 1973, et elles sont bien conscientes qu'elles ne pourront compter sur aucun politicien mais que ce n'est que par leurs mobilisations qu'elles pourront défendre leur droit !

Des désertions contre la guerre impérialiste

La guerre en Ukraine fait rage depuis maintenant 4 mois. Les soldats ukrainiens, qui se sont engagés dans un élan de patriotisme pour défendre leur patrie, ont découvert l'horreur de la guerre.

Énervés par la violence de leurs supérieurs, la désorganisation de l'armée, ou encore la propagande qui prétend qu'il n'y aurait que peu

de morts côté ukrainien, des soldats désertent, en expliquant leur désertion dans des vidéos.

Pour répondre à ces désertions, une loi a été déposée par une députée du parti de Zelensky qui proposait d'exécuter les militaires qui refusaient d'obéir aux ordres en situation de combat. Face au scandale qu'elle a provoqué, la loi a finalement été retirée, mais l'intention n'en était pas moins là, et a continué de creuser la distance entre le gouvernement et les soldats.

"On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels" disait déjà Anatole France en 1922, en Ukraine, on pourrait écrire "...pour des oligarques".

La durée et la violence de la guerre ne peuvent manquer d'ouvrir les yeux des soldats, qui perçoivent de plus en plus la différence d'intérêt qu'il y a entre eux et ceux qui les commandent.

Les gouvernements des pays de l'OTAN envoient énormément d'armes à l'Ukraine avant tout pour défendre les intérêts du capitalisme occidental, ce qui ne peut manquer de mettre en colère les soldats qui s'en rendent compte. La prochaine étape est de réaliser que, pour arrêter cette guerre, le seul moyen est de fraterniser avec les soldats russes, qui eux aussi prennent conscience et désertent !

Impérialisme américain en eaux chinoises

Si la guerre en Ukraine a rappelé au monde entier les horreurs de la guerre, cela ne refroidit pas les dirigeants américains qui voient dans la guerre une opportunité.

Face aux opérations militaires menaçantes des États-Unis qui font circuler des navires militaires dans les eaux territoriales chinoises, la Chine a, à son tour, déclenché des manoeuvres militaires.

Plus récemment, les déclarations hostiles se sont enchaînées des deux côtés. Les Américains dénoncent hypocritement les opérations militaires de la Chine, pendant que la Chine dénonce les tentatives de division de son territoire en soutenant l'indépendance de Taïwan.

Le gouvernement de la Chine, pas plus que celui des États-Unis ne défendent les intérêts de leur peuple. Mais il ne faut pas se tromper, ce sont les dirigeants des USA qui envoient leur armée à plus de 10 000 km de leurs côtes, et ce sont les bases américaines qui encerclent la Chine et pas le contraire.

Et si les dirigeants chinois réagissaient par la guerre aux pressions des armées occidentales, les capitalistes occidentaux en porteraient une immense part de responsabilité.

Erdogan va-t-en-guerre... contre le pouvoir d'achat des travailleurs turcs

La tension monte entre les gouvernements grec et turc. Erdogan « ne reconnait plus » le premier ministre grec après que ce dernier se soit plaint des violations de l'espace aérien grec par des avions turcs dans un discours au congrès américain.

Depuis plus d'un siècle, à chaque crise économique grave qui plonge les populations dans la misère, des politiciens et militaires turcs, comme grecs, attisent les rivalités entre les deux pays pour détourner la colère des travailleurs et protéger les riches responsables de ces crises.

Suite à la pandémie, la Turquie s'enfonce dans la crise et le pouvoir d'achat des travailleurs s'effondre avec une inflation officielle de 73%. Un pain qui coûtait 1,25 lira, il y a 2 ans, en coûte plus de 5 aujourd'hui, un plein d'essence vaut une semaine de salaire d'un enseignant.

Ces démagogies nationalistes ont fait des milliers de morts par le passé et continuent de faire que les armées de ces deux pays dépensent des dizaines de milliards de dollars chaque année alors que l'on ferme des écoles et des hôpitaux en Grèce comme en Turquie. Et rien ne garantit que cet autre point chaud en Europe ne s'embrase pas dans le contexte d'une crise qui s'aggrave.

Les travailleurs turcs et grecs ont les mêmes intérêts, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Les macronistes minoritaires ? Et alors ?

Le second tour des élections législatives en France est une défaite pour Macron : trois ministres et de fidèles lieutenants battus et des dizaines de députés macronistes non réélus. Dans le même temps, la France Insoumise de Mélenchon, et surtout le RN de Marine Le Pen font une entrée massive à l'Assemblée nationale.

Macron devra composer avec les uns ou les autres pour avoir une majorité. Soyons certains qu'il ne manquera pas de soutien, ne serait-ce qu'au LR, pour faire passer ses lois anti ouvrières.

Le tapage parlementaire qu'il y aura dans les assemblées sera un écran de fumée visant à cacher que rien ne change sur le fond : les intérêts de la grande bourgeoisie sont bien gardés et, dans cette période où les crises succèdent aux crises, les sacrifices seront pour les travailleurs… s'ils se laissent faire !

Les résultats de Lutte Ouvrière en France

Les candidats de LO ont obtenu un total de 229 810 voix, soit 1,04 % des suffrages exprimés. Ces résultats, quoique modestes, sont en progression par rapport aux élections législatives de 2017, où un nombre équivalent de candidats avaient reçu 159 470 voix (0,72 %).

Dans une situation marquée par l'abstention des classes populaires, par la poussée de l'extrême droite, et par le vote pour les candidats Nupes, les résultats de Lutte ouvrière, certes minoritaires,

montrent que le courant qui défend la perspective communiste et révolutionnaire se maintient chez nos voisins.

Voyage royal au Congo

Larmes de crocodile royales

Le roi Philippe, en visite officielle au Congo début juin, a réitéré ses regrets pour « les actes de violence et de cruauté » subies par les Congolais sous le joug de Léopold II.

Il a aussi reconnu cette fois, que le régime colonial était « basé sur l'exploitation et la domination » et marqué par « le paternalisme, les discriminations et le racisme ». En effet ! Mais ce régime d'exploitation et de domination ne s'est pas achevé avec le règne de Léopold II, il a continué sous la colonisation belge jusqu'en 1961 et continue encore aujourd'hui !

Quant au roi lui-même, sa fortune a été bâtie en grande partie sur le dos des Congolais !



Les soldats de Léopold II coupaient une main aux travailleurs qui ne produisaient pas assez ou qui résistaient

La seule chose qui a changé c'est que les entreprises qui exploitent les richesses du Congo, et les Congolais, ne sont plus seulement aux mains des capitalistes belges, mais aussi américains, français, chinois...

Des vérités qui dérangent

Une proposition de loi est en discussion au sujet de la déclassification des archives de l'État. Dans de nombreux pays, les archives sont ouvertes après 10, 20 ou 50 ans mais rien n'est prévu de tel en Belgique.

Ce projet de loi vient d'être amendé sur demande de la Sûreté de l'État, les archives seraient ouvertes seulement sur avis des services concernés et pourraient restées closes jusqu'à 100 ans ! À ce rythme-là, il faudrait encore attendre 40 ans pour accéder aux archives concernant l'assassinat de Lumumba, pour lequel la responsabilité de l'État belge est évidente !

La bourgeoisie et leurs larbins politiques font tout pour cacher et protéger commanditaires et exécutants de leurs sales affaires.

Une dent de Lumumba retourne au Congo



Le 20 juin, le procureur fédéral belge a rendu à sa famille une dent de Patrice Lumumba, le premier Premier ministre du Congo indépendant, assassiné en 1961 par l'État belge avec la complicité de la CIA.

Ce qui a coûté la vie à Lumumba, c'est de ne pas avoir été le serviteur servile des impérialistes, belges et américains en particulier.

Peu après l'indépendance du Congo, l'Union minière belge avait organisé la sécession du Katanga, une province de l'Est du Congo, afin de garder la mainmise sur les richesses naturelles, dont le cuivre.

Lumumba avait alors fait appel à l'ONU pour préserver l'intégrité du territoire congolais, et devant l'impuissance de l'ONU, il s'était tourné vers l'URSS pour obtenir un soutien militaire. Ce qui, en pleine guerre froide, était inadmissible pour la Belgique et les USA.

Lumumba fut assassiné par des soldats katangais, et sa dépouille dissoute dans l'acide par des policiers belges, dont un a ramené deux dents et un doigt en guise de trophée.

Plutôt que de vénérer sa dent, nous préférons nous rappeler du discours de Lumumba en face du roi Baudouin, dans lequel il affirmait que l'indépendance du Congo, « c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang ».

Vers un retour des forces belges au Congo ?

Le 8 juin, en conférence de presse aux côtés du président congolais Tshisekedi, Alexander de Croo (Open Vld) proposait une assistance militaire à l'État congolais afin de l'aider à maintenir son unité territoriale.

Depuis des décennies, cette région est pillée par des entreprises (Glencore, ERG, CMOC, etc.) qui s'affrontent pour avoir accès aux richesses du sol congolais, quitte à faire appel à des milices paramilitaires.



Travail des enfants dans les mines de coltan

L'État belge cherche juste à défendre les intérêts des entreprises belges, encore nombreuses dans la région. 60 ans après l'indépendance, cela veut donc dire toujours la même chose : s'assurer que des enfants de 10 ans travaillent toujours dans des mines 10 heures par jour, pour que des actionnaires s'enrichissent. En guise de « tourner la page » coloniale, il s'agit de rejouer la même partition !

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !